

LUNDI 13 JUIN 2016

SOMMAIRE

- 1) Eux aussi
- 2) L'échec d'Hollande
- 3) La régression démocratique
- 4) Valls a signé la fin du PS...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La com' de Valls et d'El Khomri dynamitée par le syndicat des cadres CFE-CGC



Le script "syndicats réformistes" vs "syndicat"

A deux jours d'une manifestation décisive, François Hommeril, le secrétaire général du syndicat des cadres s'oppose aussi frontalement à l'inversion de la hiérarchie des normes. Le script imaginé par le gouvernement, opposant les "syndicats réformistes" aux "syndicats contestataires", est plus que bancal.

Depuis le début du conflit sur la loi Travail, le brief rue de Grenelle, soufflé par Matignon, était simple. D'un côté il y avait les syndicats « réformistes majoritaires » qui soutenaient son projet de loi « équilibré ». Et de l'autre les organisations contestataires, CGT en tête, qui exigeaient le retrait de ce texte, et de toute façon ne négocieraient jamais. Sauf que, en recevant le 9 juin François Hommeril, le tout nouveau secrétaire général des cadres de la CFE-CGC élu le 1 juin, la ministre du Travail a accusé un grand moment de solitude.

Non seulement ce savoyard blond au caractère bien trempé lui a d'emblée réaffirmé **l'opposition frontale de sa centrale à l'inversion de la hiérarchie des normes** prévue dans l'article 2 de son texte, dont il demande le retrait - parce qu'elle alimenterait le dumping social en permettant aux entreprises de déroger aux accords de branche - mais il s'est également permis de lui démontrer comment, exemple à l'appui :

« Jusqu'ici les débats se focalisent sur la frontière sociale - patrons versus salariés -, explique Hommeril à Marianne. **Dans la réalité, ai-je rappelé à Myriam el Khomri, la frontière économique la plus importante oppose les entreprises donneuses d'ordre aux sous-traitants.** Or, dès si cette loi est votée, les premiers vont immédiatement exiger de leurs obligés des baisses de prix en arguant du fait qu'ils peuvent rogner sur le coût de leurs heures supplémentaires. Ou imposer unilatéralement des rémunérations au forfait à leurs salariés (dans les boîtes de moins de 50 personnes, ndlr) Dans les services notamment, les pressions seront instantanées. »

>> [Interview] "Il y a bien une inversion de la hiérarchie des normes dans la loi Travail"

A l'appui de sa démonstration, le secrétaire général de la CFE-CGC dissèque l'exemple des

transports routiers. « Dans ce secteur, ce sont les patrons qui, anticipant ce risque de dumping, ont réclamé à Alain Vidalies, le secrétaire d'Etat aux transports, la sanctuarisation par décret, d'une bonification de 25% des heures sup. C'est dire si eux sont conscient du danger de cette mise en concurrence sociale !»

Le script des syndicats réformistes vs syndicats contestataires ne fonctionne plus

Les experts de la CFE-CGC vont plus loin encore. En examinant, secteur par secteur, les conséquences possibles du texte à moyen terme, ils estiment qu'il pourrait booster aussi les délocalisations. « Nous représentons des cadres très bien formé qui lisent toutes les revues, argumente Hommeril. **Or ils sont convaincus que toutes ces réformes d'inspiration néolibérale n'ont aucun effet bénéfique sur le marché du travail, lequel rebondit actuellement grâce au gain de croissance.»**

Conséquence, si elle n'obtient pas d'avancée sur ses propositions, la CFE-CGC qui ne manifeste pas le 14 juin, pourrait dès le 23, après réunion de ses instances, durcir sa position. Et réclamer cette fois, le retrait total de la loi travail. **Ruinant définitivement le script mal ficelé du camp des syndicats réformistes...contre celui des indécrottables contestataires.**

Myriam El Khomri qui, selon ses interlocuteurs, Hommeril comme Jean-Claude Mailly de Force Ouvrière, manifeste une envie sincère de les sortir du piège politique dans lequel les a enfermés Matignon à un an de la présidentielle, devra donc leur prouver rapidement qu'elle dispose aussi de marge de manœuvre. Notamment lorsqu'elle rencontrera enfin Philippe Martinez de la CGT...



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Le plus grand échec de Hollande est de n'avoir pas su apaiser la société

Eric Dupin



François Hollande, le 9 juin 2016 | PHILIPPE WOJAZER / AFP

La France apaisée promise par le président de la République pour rompre avec l'agitation des années Sarkozy n'est pas au rendez-vous quatre ans plus tard.

Ce n'est pas sur le front du chômage que le président François Hollande a le plus déçu les Français. Traumatés par plusieurs décennies d'échecs et d'impuissance en matière d'emploi, ceux-ci avaient accueilli avec un certain scepticisme l'engagement du candidat socialiste à inverser la fameuse courbe du chômage.

Au moins, espéraient-ils, le nouveau chef de l'Etat saura-t-il pacifier les relations sociales et apaiser le pays. C'est bien ce message que François Hollande avait su faire passer dans les profondeurs de l'électorat. Lui président, la France ne serait plus sur les nerfs par la faute d'un dirigeant survolté au goût trop prononcé pour les provocations et les polémiques. Le tranquille Hollande s'est fait élire sur cette promesse d'un heureux contraste avec l'agité Sarkozy.

Exaspérations et agitations

C'est peu dire que la France apaisée promise en 2012 n'est pas au rendez-vous quatre ans plus tard. Le candidat Hollande était certes conscient des difficultés qui l'attendaient à l'Elysée. «La colère, oui, elle sera là, et même de la violence puisque Sarkozy a créé une société violente», nous confiait-il pendant sa campagne présidentielle. Mais il espérait alors que son élection permettrait au pays de regagner sa

sérénité: «Mon rôle, une fois que le pays aura trouvé cet apaisement, sera de lui redonner une direction et de mobiliser des forces».

Sa gestion chaotique des troubles français n'aura pas permis de respecter une aussi belle feuille de route. La présidence Hollande a, au rebours, vu s'accumuler toute une série de mécontentements, d'aigreurs et de rancœurs qui ont alourdi le climat social et obéré le moral national. A la racine de l'exaspération d'un grand nombre d'électeurs de gauche se trouve le sentiment amer d'avoir été trahis.

C'est un fait que plusieurs grand choix économiques et sociaux du quinquennat n'avaient nullement été annoncés ou même évoqués au cours de la campagne présidentielle du candidat victorieux. Qu'il s'agisse du coût du travail (CICE, «pacte de responsabilité») ou de la législation du travail (loi El Khomri), le pouvoir hollandais s'était bien gardé d'annoncer la couleur. Réformes et incongruités

Or, comme un premier secrétaire du PS dénommé François Hollande l'expliquait fort bien en 2008, ce qui n'est pas dit pendant la campagne sera privé de légitimité démocratique par la suite: «Il n'est pas possible de mobiliser pour la réforme si on ne propose pas un projet de société. Ce qui fonde un projet de société, c'est le moment de la campagne présidentielle où le candidat affirme son projet et reçoit du suffrage universel l'autorisation de le traduire. Sans projet de société, les réformes arrivent comme des incongruités, auxquelles on ne peut pas adhérer.»

Pas de quoi s'étonner dès lors si les réformes d'aujourd'hui se heurtent à autant de résistances. La longue série de manifestations et de grèves opposées à la «loi travail» trouve ici sa source profonde. L'exaspération d'une partie des salariés est même telle que les violences qui émaillent ces protestations sont parfois accueillies avec une certaine complaisance. D'autant plus que les forces de l'ordre ne sont pas toujours sans reproche, loin s'en faut. On a même pu assister à l'étonnant spectacle de onze collégiens blessés par la police lors d'une intervention dans un collège occupé, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), qui a ému jusqu'à la ministre.

Violences physiques et verbales polluent de plus en plus la rue et le débat public. Les groupes violents qui prétendent agir au nom de l'antifascisme ont encore fait des dégâts samedi dernier à Paris, près de l'endroit où leurs

camarades avaient cru bon d'incendier une voiture de police. Deux jours plus tard, c'est le ministre Emmanuel Macron qui essuie insultes et jets d'œuf lors d'un déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis)...

Quand Juppé et Le Pen jouent «l'apaisement»

Dans un tel contexte, les appels au calme du président Hollande tombent dans l'oreille d'un sourd. «Nous devons vivre dans une société apaisée», suppliait-il encore à l'automne dernier. Le chef de l'Etat avait beaucoup misé sur un renouveau de la négociation sociale. Hélas, cette perspective a été mise à mal par le fossé qui s'est creusé entre les syndicats dits «réformistes» et les autres.

Le débat politique proprement dit ne s'est guère plus apaisé. L'influence du Front national entretient une tension de même que l'affirmation d'une opposition de gauche au pouvoir socialiste de plus en plus virulente.

Ces sombres réalités compliqueraient la tâche d'un candidat Hollande qui chercherait à jouer la carte de la «France unie» comme avait su le faire, avec bonheur, François Mitterrand pour assurer sa réélection en 1988. A l'inverse, il apparaît que les deux candidats les mieux placés pour s'affronter au second tour de la présidentielle de 2017 tentent, sans plus tarder, de s'emparer du thème de l'apaisement.

Désireuse d'adoucir son image, Marine Le Pen a annoncé la couleur lors de son banquet du 1er mai: «Nous rassemblons, nous nous renforçons, nous travaillons sans relâche et, en ce qui me concerne, mon objectif est clair: la France apaisée.» Pour la candidate du FN, «il n'est pas possible de vivre dans une nation de plus en plus troublée, une nation de plus en plus en proie au conflit, au doute, aux tensions, au risque de déchirure.»

Alain Juppé, pour sa part, a lancé sa campagne sous le «triolet»: «Apaiser, Rassembler, Réformer». Et c'est l'apaisement vient en premier: «Apaiser d'abord, en commençant par éviter les controverses ou les clivages inutiles qui ne répondent à aucune préoccupation prioritaire des Français(es).»

Un désir d'ordre

Il est à espérer que l'aspiration bien compréhensible à vivre dans une société paisible

ne dégénère pas en brutal désir d'ordre. Le risque n'est pas totalement à écarter si l'on en juge par deux récentes enquêtes d'opinion.

La première manifestait un piètre attachement à une démocratie décidément incapable de résoudre les grands problèmes de l'heure. Pas moins de 67% des personnes interrogées envisageaient favorablement que «la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient ces réformes nécessaires mais impopulaires». Et 40% d'entre elles accueilleraient favorablement «un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement».

Un autre sondage nous apprend que 81% des électeurs estiment aujourd'hui que «la France a besoin d'un président autoritaire»! Cette opinion est même «tout à fait» partagée par 36% de nos compatriotes. On se rassurera en pensant que nos sondés ont sans doute un peu vite confondu président autoritaire et président ayant de l'autorité.

D'ailleurs, devinez qui, à leurs yeux, représente le mieux l'autorité? Alain Juppé (24%) et Marine Le Pen (23%), très loin devant François Hollande (4%). La boucle est bouclée.

Eric Dupin



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Comment le néolibéralisme a défait la démocratie

Par christian salmon

Les violences policières lors des manifestations contre la loi sur le travail s'inscrivent dans un cycle plus large de régression démocratique qui affecte toutes les libertés fondamentales. Cette régression est la conséquence directe de la victoire du néolibéralisme. Un néolibéralisme qui ne se contente pas de limiter les contre-pouvoirs mais désactive et rend caduc le projet politique même de la démocratie. Il est l'explication de l'échec démocratique du quinquennat de François Hollande.

« Il faudrait une histoire des rapports entre répression et lexique, twittait récemment le philosophe Mathieu Potte-Bonneville. 1986, pelotons voltigeurs motocyclistes. 2016, grenade de désencerclement. » 1986 : c'est l'année des manifestations contre la loi Devaquet, c'est aussi la mort de Malik Oussekine sous les coups de CRS opérant sur des motos tout-terrain. 2016 : c'est la mobilisation contre la loi sur le travail, marquée par des violences policières sans précédent qui ont fait de nombreux blessés, dont deux grièvement.

À cette occasion, le lexique de la répression policière s'est enrichi de nombreux termes, comme Flash-Ball ou LBD, les armes utilisées contre les manifestants, mais aussi des mots nouveaux comme gazage, nasse et même d'anglicismes comme kettling, cette technique anglo-saxonne qui vise à encercler, immobiliser, couper les cortèges en deux ou trois, créer des « souricières » pour réguler le flux et noyer de gaz lacrymogènes les manifestants. L'usage des smartphones sur les lieux de manifestation a permis de documenter de nombreuses violences des forces de l'ordre que Mediapart a récemment rassemblées dans un ensemble accablant.

L'inspection générale de la police a elle-même lancé en 2013 un site « anti-bavures » dans le but de donner une bonne image des forces de l'ordre. Mais le mot même de « bavures », qui réduit la

violence policière à des dérapages isolés, exclut de fait toute analyse systémique de ces violences alors que l'évolution du lexique répressif constitue un bon indicateur des changements à l'œuvre dans la stratégie de maintien de l'ordre.



L'éducateur et syndicaliste Guillaume Floris quand les CRS l'évacuent, le 26 mai, à Paris. © Jérôme Chobeaux

Cette stratégie articule la nature des armes utilisées, le mode opératoire des forces de l'ordre, leur mise en place et leur déploiement, mais aussi la logique qui préside à l'encadrement de la foule par les forces de l'ordre, logique qui substitue au simple maintien de l'ordre le contrôle et l'occupation de l'espace public, et à la protection des manifestants, la confrontation avec eux. Les provocations incessantes de la police contre les occupants de la place de la République à Paris en sont le signe manifeste.

Une « acculturation » démocratique

Cette histoire du lexique répressif devrait embrasser non seulement les techniques de répression policière et de maintien de l'ordre pendant les manifestations mais également les formes nouvelles de répression politique. Car ce phénomène de répression s'inscrit dans un cycle de régression démocratique qui affecte toutes les libertés fondamentales depuis plus d'un an : état d'urgence ou d'exception, perquisitions de jour et de nuit, assignations à résidence, projet de déchéance de nationalité, gardes à vue, notes blanches, interdictions administratives de manifester, filatures, écoutes téléphoniques, surveillance numérique, couvre-feu, interdictions de réunion, de circulation, fichage en dehors de tout cadre légal, fiches S, contrôles au faciès, reconduites aux frontières...

Le lexique se fait inventaire à la Prévert. Il désigne des interdits mais aussi des licences que s'accorde le pouvoir exécutif, usant d'un droit

d'exception banalisé, des interdits d'actes mais aussi des interdits de langage, comme l'apologie du terrorisme, ou des injonctions comme celle de chanter La Marseillaise dans les écoles ou de brandir le drapeau aux fenêtres. Il s'étend par nappes de mots, redessine les frontières du licite et de l'illicite, du légitime et de l'infâme. Tous ces interdits se croisent, formant, comme le disait Foucault dans L'Ordre du discours, « une grille complexe », qui ne cesse de se resserrer sur les zones en crise : l'identité, la nation et la nationalité, la religion et son double, la laïcité...

Le débat sur la déchéance de nationalité en a été l'exemple le plus éloquent. Les applaudissements qui ont salué, lors du Congrès réuni à Versailles, cette proposition transpartisane du président de la République sont le symptôme d'une véritable « acculturation » démocratique chez ceux qui sont les garants des institutions démocratiques. Mais ce n'est pas le seul. L'arsenal législatif de lois scélérates adopté à la suite des attentats terroristes de janvier et de novembre 2015 a rendu possible une régression démocratique qui concerne toutes les libertés fondamentales.

Ainsi à la faveur de la mise en place de l'état d'urgence, héritage colonial s'il en est, les lois liberticides se retournent aujourd'hui contre des citoyens français et en dehors de tout contrôle judiciaire. Et encore cette régression démocratique déborde-t-elle les mesures de l'état d'urgence, elle participe d'un climat liberticide général. Le nouveau lexique de la répression nourrit une novlangue désormais partagée par nos élites médiatico-politiques par-delà les affiliations idéologiques ; du Front national au Parti socialiste en passant par Les Républicains. Une novlangue avec son lexique, sa sémantique et sa syntaxe.

Un moment crucial

C'est un moment crucial et à ce titre peut-être plus important que ne le fut Mai-68 : l'accouchement au forceps du néolibéralisme en France. Le néolibéralisme considéré non pas comme une simple politique économique (la politique de l'offre) mais comme une logique rationnelle générale qui vise à « reformuler » toutes les formes d'expériences et d'existences en termes purement économiques. Ce travail de réécriture, la loi El Khomry l'effectue en partie, elle en est le symbole et le test.

Mais la preuve et la signature de cette entreprise de reformulation, c'est la régression démocratique qui affecte toutes les libertés fondamentales dans

ce pays. La liste des atteintes aux droits fondamentaux s'allonge, à l'abri de l'autocensure de plus en plus flagrante de médias passés aux mains de quelques milliardaires. Le licenciement politique d'Aude Lancelin, la directrice adjointe de L'Obs, en offre une image presque caricaturale.

La logique managériale néolibérale qui est celle des actionnaires de cet hebdomadaire s'impose à toute autre logique et au principe même du débat d'idées qui est l'oxygène du journalisme et de la démocratie. Les sociétés de rédacteurs du groupe Le Monde, qui appartient au même trio d'actionnaires, ne s'y sont pas trompées : elles ont dénoncé d'une seule voix cette ingérence des actionnaires dans la politique éditoriale. Les raisons managériales invoquées pour justifier ce licenciement ne sont pas le masque qu'on a voulu y voir, celui d'une éviction à l'évidence politique comme l'a démontré Mediapart ; elles sont le vrai visage de l'absolutisme néolibéral qui ignore et exclut toute autre rationalité politique ou même démocratique. Nous y reviendrons à la fin de cet article...

Les habits neufs de l'hégémonie culturelle

À l'évidence, ce licenciement participe de cette « bataille des idées » qui fait rage, selon les éditorialistes qui recyclent le vieux concept d'« hégémonie culturelle » d'Antonio Gramsci, selon lequel la victoire des idées précède toujours les victoires politiques. L'état-major de cette guerre culturelle, Gramsci le qualifiait d'« intellectuel organique ». Mais qu'en est-il aujourd'hui de l'intellectuel organique ? Où est-il donc passé après 2008 et la crise financière ? Faut-il le chercher (le repêcher) à gauche où il a sombré corps et âme avec le Mur de Berlin ? Ou bien se cache-t-il à droite, dans quelque think tank ou agence de lobbying ? On ne peut, dans le cadre limité de cet article, que formuler quelques hypothèses :

1. Première hypothèse : l'intellectuel organique n'est pas là où on le croit. D'Alain Finkielkraut à Éric Zemmour, les figures médiatiques d'une pensée de droite centrée sur les questions de l'identité nationale, de l'immigration et de la laïcité occupent les plateaux de télévision et les pages débats des journaux mais sont totalement inopérantes s'il s'agit de penser les questions de la souveraineté, du pouvoir et des formes

nouvelles de gouvernance. Ces auteurs, qu'on les qualifie de philosophes, de publicistes ou d'éditorialistes, ne sont nullement une spécialité made in France. Ils participent d'un phénomène que je propose de qualifier de « trumpisation des esprits ». La « trumpisation des esprits » n'a rien à voir avec l'hégémonie culturelle et ce pour plusieurs raisons, que l'on peut décliner conformément aux hypothèses suivantes.



Donald Trump et son air martial en meeting dans le New Hampshire. © Thomas Cantaloube

2. Deuxième hypothèse : la « trumpisation des esprits » n'est pas un courant d'idées, c'est l'expression d'un ressentiment. Elle exprime un ras-le-bol indistinct qui vise aussi bien l'étranger que l'élite, le religieux comme l'athée, l'exclu et le milliardaire. Son succès dans l'opinion n'en fait pas une pensée hégémonique car elle ne vise pas à créer une nouvelle subjectivité mais se contente de faire écho à des ressentiments. En ce sens, les intellectuels « trumpistes » ne sont pas « organiques » mais « allergiques » : ils se contentent de nourrir la nostalgie du récit perdu, la grandeur de la Nation, blanche, chrétienne, uniculturelle et monolingue, sa culture, son empire et ses satellites ou colonies.

C'est une pensée réactive plutôt que réactionnaire, qui sert tout au plus d'exutoire au malaise « identitaire » qui, en effet, travaille les sociétés dans toute l'Europe et aux États-Unis. Pensée allergique mais sûrement pas régulatrice, pour rester dans la métaphore organique qu'utilisait Gramsci pour penser l'hégémonie culturelle.

3. Troisième hypothèse : l'hégémonie culturelle d'un courant de pensée ne se mesure pas seulement à son influence ou à son audience médiatique mais à sa centralité dans le fonctionnement et la légitimation du système social. L'« intellectuel organique » tel que l'avait défini Gramsci peut donc se reconnaître à sa

capacité à transformer un corpus d'idées et de valeurs. Il est celui qui œuvre en faveur de la construction d'une hégémonie en produisant du discours, des concepts et des instruments de gouvernance, nous dirions aujourd'hui des récits, un nouvel « ordre » narratif capable d'inspirer et de « conduire les conduites » (Foucault).

Dans l'immédiat après-guerre, « l'intellectuel organique » en Occident était représenté par le courant keynésien qui élaborait, scénarisait et répandait le grand récit fordiste du welfare state. Nous en connaissons l'intrigue et les personnages. Mais en coulisses, un autre « intellectuel organique » était en gestation : l'intellectuel organique néolibéral. La Société du Mont-Pèlerin (en anglais Mont Pèlerin Society, MPS) en fut la couveuse et l'atelier d'écriture. Fondée en 1947 par Friedrich Hayek, Karl Popper, Ludwig von Mises ou Milton Friedman, la Société du Mont-Pèlerin élaborait le récit d'un nouvel ordre social, « néolibéral », qui allait s'imposer peu à peu dans les cercles du pouvoir, les médias puis le grand public, avant de triompher à la fin des années 1970 en jetant le discrédit sur le welfare state et en proposant une nouvelle intrigue et un nouvel héros : non plus le consommateur enchanté, mais « l'entrepreneur de soi ».

Cette vision nouvelle de l'homo œconomicus allait inspirer une nouvelle manière de considérer l'État, la gouvernance, les rapports sociaux et internationaux. Ce récit néolibéral allait trouver ses grands narrateurs en la personne de Ronald Reagan et Margaret Thatcher. « L'économie est le moyen, déclara cette dernière en 1988. L'objectif est de changer les âmes. » Pour l'essentiel, l'objectif est atteint. Les ingénieurs de l'âme néolibéraux ont achevé leur travail. Un nouveau sujet néolibéral s'est imposé, dont les qualités et les valeurs sont la flexibilité, l'agilité, l'adaptabilité, la capacité à changer de stratégie en fonction des circonstances, un nouveau moi volatil, axé sur le court terme et libéré du poids de l'expérience passée.

4. Quatrième hypothèse : comprendre l'hégémonie suppose donc de partir non des idées et de leur influence, mais d'une description de ce système, de ses rouages essentiels. Une récente enquête de La Revue du crieur (à lire ici sur Mediapart) dresse le portrait d'un de ces praticiens et producteurs d'idées qui fabriquent les concepts et techniques du néocapitalisme mondialisé.

L'auteur de cette enquête, le sociologue Razmig

Keucheyan, a rencontré l'un d'eux : Emmanuel Gaillard. En 2014, le magazine Vanity Fair l'a classé à la seizième place des « Français les plus influents du monde », juste derrière Xavier Huillard, le PDG de Vinci (et avant l'actrice Eva Green !). Le portrait de cet « intellectuel discret au service du capitalisme » bouleverse bien des idées reçues sur l'hégémonie. Gaillard est un expert en arbitrage international. Son grand œuvre est un austère traité de théorie du droit intitulé Aspects philosophiques du droit de l'arbitrage international. Rien d'un Sartre ou d'un Foucault !

En quoi peut-il être qualifié d'« intellectuel organique » ? L'arbitrage international répond à un problème crucial du néo-capitalisme : comment gérer les inévitables frictions ou conflits qui résultent de la mondialisation du capital ? Comment, plus généralement, produire un espace mondial lisse, où le capital puisse circuler sans entraves ? Gaillard est un « courtier » du capitalisme. Se faisant l'intermédiaire entre plusieurs cultures juridiques, lui et ses semblables œuvrent à la mondialisation du capital par le droit.

La démocratie comme un murmure

5. Cinquième et dernière hypothèse : l'hégémonie de l'intellectuel organique ne repose pas sur l'orthodoxie idéologique, la consistance propre à une pensée ou une idéologie mais au contraire sur l'hétérodoxie, la récupération, le braconnage conceptuel. Elle puise sa force dans une sorte de « hacking idéologique », pour reprendre une expression de Jérôme Batout dans un article récent. Il prend pour exemple le primat de l'économie sur le fonctionnement social, matrice fondamentale de la gauche marxiste mais qui a pour effet de légitimer à droite une certaine méfiance à l'égard de la politique. « Si l'infrastructure économique commande la superstructure politique, alors il en découle que la politique est une illusion. La politique n'a pas de réalité propre. »

Un autre exemple : dans ses cours au Collège de France, en 1979, Michel Foucault insistait sur le fait que le néolibéralisme n'appréhendait pas les individus comme des consommateurs, mais comme des producteurs et qu'il visait à « substituer à un homo œconomicus partenaire de l'échange, un homo œconomicus entrepreneur de lui-même ». Les idées de Foucault ont inspiré bien des théoriciens du néolibéralisme. Emmanuel Gaillard, lui, s'inspire des concepts de l'œuvre de

Pierre Bourdieu ! « L'arbitrage, déclare-t-il, est devenu un véritable champ social au sens de Bourdieu ; il se caractérise par une lutte entre acteurs possédant des “capitaux” économiques, culturels et sociaux différents. »

Cet exemple de braconnage idéologique est l'un des traits d'une pensée hégémonique. Capter et mettre à profit les idées de l'autre camp permet de parvenir à un degré de compréhension et de conscience de soi supérieur, en intégrant et en « dépassant » la critique. Cela permet aussi de désamorcer ce que ces idées ont de subversif en les intégrant au bloc d'idées hégémonique.

Comment le néolibéralisme a défait la démocratie

Reste la question centrale : en quoi la régression démocratique participe-t-elle du triomphe du néolibéralisme ? C'est là que l'horizon temporel choisi par Mathieu Potte-Bonneville pour son histoire lexicale de la répression prend tout son sens : 1986-2016. Il recouvre grosso modo le cycle des trois décennies de la révolution néolibérale. L'épisode grec de l'été 2015 a mis en évidence la férocité de la lutte que mènent les néolibéraux lorsqu'il s'agit de disqualifier, d'affaiblir et finalement d'abattre tout ce qui s'oppose à la gouvernance néolibérale. Comment articuler le processus de régression démocratique et le cycle historique au cours duquel le néolibéralisme s'est imposé ? La démocratie serait-elle soluble dans le néolibéralisme ?

Le néolibéralisme n'a rien d'une politique du « laisser faire », comme le libéralisme avec lequel on le confond. C'est une politique volontariste, qui se propose de construire les conditions sociales et individuelles d'une forme de gouvernance nouvelle qui reconfigure tous les aspects de l'existence en termes économiques et financiers.

Dans un livre événement encore inédit en France, Wendy Brown décrit comment le néolibéralisme ne se contente pas de limiter les contre-pouvoirs dans l'exercice de la démocratie. Il désactive et rend caduc le projet politique même de la démocratie libérale comme forme sociale et historique autonome.

Wendy Brown faisait déjà ce constat en 2007 dans un précédent essai (Les Habits neufs de la politique mondiale, éditions Les Prairies ordinaires, 2007). « Dans les pays où domine la rationalité politique néolibérale », écrivait-elle, la

tendance veut que la « classe dirigeante ne soit plus constituée d'hommes de loi mais d'hommes d'affaires, que les juges soient critiqués et les légalismes soient dénoncés comme des verrous, et que le gouvernement fasse un usage stratégique de la loi comme – pourquoi pas ? – de la transgression de la loi. »



Wendy Brown.

Son nouveau livre, *Undoing the Demos*, va plus loin. Selon Wendy Brown, le néolibéralisme a pour effet structurel de débrancher toutes les formes de la délibération démocratique en les faisant basculer dans un registre purement économique. « La démocratie se réduit à un murmure dans les nations euro-atlantiques, affirme Wendy Brown. Alan Greenspan peut déclarer que les élections ont perdu de leur importance parce que, grâce à la mondialisation, le monde est régi par les forces du marché. Ainsi le sens de la démocratie se réduit-il à ce qu'il reste de la liberté personnelle. » Brown décrit en détail comment le néolibéralisme reformule, conformément à sa propre rationalité, tous les ingrédients de la démocratie : la jurisprudence, la gouvernance, la culture politique, les pratiques de citoyenneté, les formes du leadership, le vocabulaire et l'imaginaire démocratiques...

Son argument diffère des critiques habituelles du néolibéralisme, selon lesquelles l'argent et le marché corrompent ou dégradent la démocratie, ou qui décrivent comment les institutions démocratiques sont dominées par la finance. L'analyse de Wendy Brown, et c'est ce qui fait sa force et son originalité, se concentre sur la manière dont la raison néolibérale est en train de subvertir le caractère propre de la raison politique en la reformulant en termes économiques. Les institutions démocratiques ne peuvent survivre à cette transmutation. La modernisation néolibérale ne pourrait donc s'imposer qu'au prix d'une régression démocratique. Nul besoin de dictateurs comme Pinochet au Chili pour cela ! Le néolibéralisme y suffit quand il n'a pas recours à sa forme néoconservatrice pour précipiter le mouvement.

Le livre fournit une série d'études de cas qui illustrent cette déconstruction du *Demos*. Citons-en deux. L'exemple de l'Irak : Wendy Brown montre comment l'Autorité provisoire de la coalition, dirigée par Paul Bremer, a cherché à transformer l'Irak en un paradis néolibéral. Par un simple décret, Bremer a brisé l'autosuffisance céréalière des Irakiens en imposant des restrictions à la réutilisation des semences, ouvrant ainsi la voie aux importations de Monsanto et à ses semences génétiquement modifiées.

Penser l'échec de François Hollande

L'**arrêt Citizens United**, rendu le 21 janvier 2010 par la Cour suprême des États-Unis. C'est un autre exemple de cette pénétration de la logique néolibérale dans le fonctionnement démocratique. Afin de supprimer les limitations fixées par la loi en matière de financement des campagnes électorales américaines, cette décision assimile les dons des entreprises à l'exercice du droit d'expression défini dans le premier amendement de la Constitution. Brown fait valoir qu'une telle extension du droit d'expression au financement des campagnes par les entreprises a pour effet de mettre sur un même plan le lobbying des entreprises et l'expression de la souveraineté populaire. De fait, la libre expression se trouve assimilée à une forme d'activité économique et les flux discursifs sont identifiés à des flux financiers. Les uns et les autres peuvent être alors considérés comme également légitimes, jouissant des mêmes droits. Ce qui constitue une refonte complète du concept même de *Demos*.

« Ce TINA que donc je suis »...

« *Undoing the Demos* est un livre pour l'âge de la résistance, affirme Costas Douzinas, directeur du Birkbeck institute for the Humanities, pour les occupants des places, pour la génération d'Occupy Wall Street. La philosophe offre une critique dévastatrice de la façon dont le néolibéralisme a évidé la démocratie. Mais la victoire de l'homo œconomicus sur l'homo politicus n'est pas irréversible. Après avoir lu Brown, seule la mauvaise foi peut justifier la tolérance à l'égard du néolibéralisme. »

Ainsi le prétendu déblocage des sociétés opéré par les néolibéraux partout dans le monde s'effectue-t-il sous les modalités concrètes d'un verrouillage brutal des droits fondamentaux. Le livre de Brown permet de comprendre, au-delà

des conjonctures et des tactiques locales, comment le néolibéralisme reconditionne les lois et les formes de la démocratie. Il fournit une base solide à la réinvention de formes démocratiques nouvelles. Il permet aussi de penser l'échec démocratique du quinquennat de François Hollande autrement qu'en termes moralistes ou mélancoliques et de comprendre comment un président « normal » est devenu un président d'« exception », responsable d'un rétrécissement historique des droits et des libertés.

L'oligarchie néolibérale qui gouverne le pays serait bien ingrate de ne pas lui en savoir gré, car ce président, plus qu'aucun autre, a réussi l'impossible : discipliner la société, soumettre tout le champ social au calcul économique, faire accepter l'idée que la souveraineté populaire doit être soumise non plus seulement à une autorité politique incarnée, mais à une logique absolutiste désincarnée à laquelle le souverain est lui-même soumis. Ce n'est donc pas seulement de « trahison » qu'il faudrait accuser François Hollande (la trahison de ses promesses, de ses alliances, de son électorat...) mais aussi d'allégeance et de loyauté à l'égard de Bruxelles, du Medef, de l'Otan et surtout de soumission à la raison néolibérale, ce TINA (There is no alternative) qui les inspire et les gouverne.

C'est la leçon du quinquennat sans doute la plus révoltante. Nous sommes dominés non pas par des tyrans, mais par des fondés de pouvoir, une classe « dirigée » et non pas dirigeante, soumise à une autre rationalité que celle qui inspire la démocratie depuis les Lumières. TINA est son cogito et François Hollande, son interprète. En jouant sur les verbes « être » et « suivre », à la manière de Jacques Derrida, son slogan de campagne pourrait être : « Ce TINA que donc je suis »...

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Loi Travail : la guerre des deux gauches

La loi El Khomri continue de diviser profondément la gauche. Mardi, les syndicats contestataires, CGT en tête, vont défilé contre ce texte à Paris. À l'Assemblée, le moment venu, Manuel Valls est prêt à utiliser, s'il le faut, l'arme du 49.3. Pour un passage en force.



Manuel Valls et Philippe Martinez poursuivent leur duel mardi. (Reuters)

Il y a l'Euro, et il y a la loi El Khomri. Ce qu'espéraient François Hollande et Manuel Valls - ils croyaient avoir efficacement œuvré en ce sens en ne lésinant pas sur quelques cadeaux à la CGT, par exemple à la SNCF - c'est que les deux événements ne se télescopent pas. Raté.

L'Euro, même s'il faut hélas prendre en compte les affrontements consternants de samedi à Marseille entre "supporters" anglais et russes, a démarré vendredi superbement au Stade de France. Sécurité, suspense, intensité et, à la 89e minute, le but génial de Dimitri Payet.

L'ennui, c'est qu'au même moment, sur le front politico-social, ce n'est ni la pause ni la trêve-espérées. Loin s'en faut. Du coup, l'image que renvoie le pays - avec des poubelles qui s'entassaient encore samedi, à Paris notamment, dans tant de rues - n'est pas gratifiante. La Britannique Sophie Pedder, de The Economist, tente à sa façon de voler à notre secours : "En Angleterre, dans les années 1970, les actions syndicales étaient bien pires que ce que vous connaissez aujourd'hui" (sic).

Le gouvernement Valls n'est pas parvenu en effet à trouver un compromis sur le dossier de la loi

Travail. Certes, depuis peu, Philippe Martinez, le patron de la CGT, ne fait plus un préalable de l'abandon pur et simple de ce projet, symbolique du social-réformisme aux yeux de l'équipe Valls. Du coup, Myriam El Khomri, avec l'aval de Matignon, a fait un petit geste en conviant le cégétiste à venir discuter avec elle le 17 juin. Mais, samedi matin, dans Le Parisien, Philippe Martinez a remis le couvert en souhaitant que le gouvernement - excusez du peu - "retire les cinq articles qui font la colonne vertébrale du texte" et que le fameux article 2 soit "rediscuté". Et Martinez de prédire que la grande manifestation nationale, qui sera conduite mardi dans les rues de la capitale par la CGT et Force ouvrière, battra tous les records, et sera "énorme". Sous-entendu, si l'objectif est atteint : on verra alors si le projet reste intouchable.

La loi El Khomri ne serait plus aujourd'hui qu'un "fantôme"

François Fillon, tout en jugeant que la loi El Khomri, à force d'avoir été désossée, ne serait plus aujourd'hui qu'un "fantôme", invite cependant François Hollande à "surtout ne pas céder" à la CGT alors que la CFDT, dit-il, s'est engagée en faveur du projet "avec courage et sens des réalités". Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, se désole et l'affirme ci-contre : "Nous crevons d'une incapacité à expliquer que la performance sociale et la performance économique vont de pair."

Ni François Hollande ni Manuel Valls n'entendent, disent-ils, reculer. Et ils espèrent pour cela que le texte du projet El Khomri dans la version qui va revenir du Sénat ouvrira enfin les yeux des frondeurs. Thème : il y a la gauche, il y a la droite, prière de ne pas les confondre. Il reste que la bataille est devenue plus politique que sociale. Il s'agit ni plus ni moins d'un enjeu majeur, et même quasi historique tant les tensions sont fortes : quelle gauche prendra idéologiquement le dessus? Quelle gauche représentera donc la gauche en 2017? Pas joué.

Dominique De Montvalon - Le Journal du Dimanche

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU